



## Conseil économique et social

Distr. générale  
7 mai 2013  
Français  
Original : anglais

### Session de fond de 2013

Genève, 1<sup>er</sup>-26 juillet 2013

Point 15 de l'ordre du jour provisoire\*

### Instituts de recherche et de formation des Nations Unies

## Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

Le présent rapport a été établi en application de la résolution 2011/11 du Conseil économique et social. Le rapport est conforme à la conclusion du plan stratégique 2010-2012. Au cours du plan, le nombre de bénéficiaires formés par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a augmenté de manière significative, avec plus de 78 000 personnes provenant de presque tous les membres des Nations Unies ayant bénéficié d'une formation de l'UNITAR et de services en rapport avec la formation. Le nombre de manifestations a également augmenté, avec près de 400 manifestations organisées chaque année et un accent de plus en plus important mis sur une offre plus efficace et efficiente de formation grâce à une augmentation des possibilités d'apprentissage en ligne et de programmes visant à renforcer les capacités des centres d'enseignement dans les pays en développement, comme requis par le Conseil dans sa résolution 2011/11.

Jamais au cours des 50 années d'existence de l'Institut, la programmation n'a été aussi diversifiée, avec de nouveaux cours, d'autres formations, et manifestations liées à la formation répondant aux besoins des bénéficiaires en rapport avec la paix, la sécurité et la diplomatie; l'environnement; et la mobilité humaine, le développement local et les finances publiques et le commerce. La réaction des bénéficiaires aux manifestations liées à l'enseignement de l'UNITAR est très positive, avec 95 % des répondants d'accord ou très d'accord avec le fait que les manifestations ont été utiles dans l'ensemble. Parallèlement à l'accent mis sur l'enseignement, les activités de renforcement des capacités institutionnelles en faveur de la réalisation d'objectifs socioéconomiques plus larges sont toujours très importantes.

\* E/2013/100.



L'Institut a pris des mesures concrètes pour améliorer encore la qualité de ses services et a établi un cadre d'assurance de la qualité interne des manifestations associées à l'enseignement, outre ses efforts pour aligner les cours de formation en ligne avec les systèmes de certification internationalement reconnus. L'Institut a maintenant pleinement mis en œuvre un cadre de gestion axé sur les résultats, dont la composante finale est la réalisation d'un nouveau cadre de politique de suivi et d'évaluation.

La performance financière de l'Institut est stable : le revenu en 2011 et 2012 est parvenu à un peu plus de 21 millions de dollars chaque année, dont quelque 9,5 % provenant de sources auto-générées. Malgré cette stabilité dans un contexte financier et économique difficile et incertain, les contributions volontaires non affectées demeurent à des niveaux extrêmement bas, ce qui continue de compromettre la capacité de l'Institut à répondre aux besoins opérationnels de base et à continuer à progresser vers des objectifs stratégiques.

Le Secrétaire général recommande que les États Membres soutiennent sans réserve l'UNITAR, y compris en fournissant les fonds non affectés nécessaires qui permettront à l'Institut d'atteindre ses besoins essentiels.

## I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi conformément à la résolution 2011/11 du 22 juillet 2011 du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil prie le Secrétaire général de faire rapport sur la mise en œuvre de cette résolution lors de sa session de fond de 2013. C'est le troisième rapport préparé et soumis au Conseil conformément à la résolution 62/210 de l'Assemblée générale du 19 décembre 2007, dans laquelle il est décidé de rationaliser les modalités d'établissement des rapports de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

2. La mission de l'Institut consiste à améliorer l'efficacité des Nations Unies en fournissant des formations innovantes et en dirigeant des recherches sur les systèmes de connaissances en vue de renforcer les capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles. L'aide apportée par l'UNITAR est vaste et vise de nombreux segments de la société. Deux groupes particuliers de bénéficiaires reçoivent une attention prioritaire : les délégués et autres acteurs engagés dans des processus intergouvernementaux pour établir des normes, des politiques, et des procédures dans les domaines de la paix et de la sécurité et du développement économique et social; et les principales parties prenantes aux niveaux national et local qui travaillent à traduire les accords multilatéraux en actions concrètes.

3. L'Institut a profité à plus de 50 000 bénéficiaires au cours de 2010-2011. Ces résultats positifs se poursuivent dans l'exercice en cours, le nombre total de bénéficiaires dépassant les 27 000 en 2012, pour 23 688 en 2010, soit une augmentation d'environ 15 %. L'Institut a organisé 389 manifestations en 2012, dont plus des deux tiers présentaient un ensemble spécifique d'objectifs d'apprentissage et la moitié a été fournie en partenariat. Au cours de l'année, des individus de 185 États membres ont bénéficié de services de l'UNITAR; 70 % des bénéficiaires de la formation et des manifestations liées à la formation proviennent de pays africains, asiatiques, d'Amérique latine et des Caraïbes. L'Institut a également fait des progrès notables en ce qui concerne l'équilibre du rapport entre les sexes de ses bénéficiaires : le rapport femmes-hommes global s'élève maintenant à 51:49.

4. Ces données sont fournies par un corps dynamique de professionnels engagés et motivés représentant l'une des organisations respectant le plus l'équilibre entre les sexes et la diversité dans le système des Nations Unies. Avec un rapport actuel femme-homme de 51:49, et de 54:46 pour celui pays développés-pays en développement, l'UNITAR surveille de près la composition de son personnel et s'est engagé à assurer une large représentation géographique, afin de promouvoir la diversité du personnel. Par ailleurs, l'Institut engage toujours un large éventail d'apprentis, de stagiaires et autres collaborateurs dans sa programmation et ses opérations, en vue de soutenir leur développement de carrière et de satisfaire aux besoins de l'organisation.

5. Le présent rapport coïncide avec trois étapes importantes : la conclusion du plan stratégique 2010-2012 de l'Institut; le cinquantenaire de la création de l'UNITAR par l'Assemblée générale en décembre 1963 que l'UNITAR célébrera plus tard au cours de l'année; et ma proposition de consolider les Instituts de recherche et de formation des Nations Unies en tant que partie intégrante du processus de mise en œuvre du changement, en vue de mettre à profit les forces

existantes des instituts afin d'offrir une prestation de services plus efficace et efficiente.

6. Comme indiqué dans mon rapport de 2009 (E/2009/57), l'UNITAR a entrepris une série de nouveaux objectifs stratégiques en 2010 pour progresser vers son objectif à long terme consistant à devenir un centre d'excellence de renommée mondiale pour une offre de formation de haute qualité et une recherche liée aux systèmes de connaissances. La partie II du présent rapport synthétise les principaux résultats obtenus au cours du cycle de planification, en mettant l'accent sur la période 2011-2012.

7. La partie III présente des informations mises à jour sur plusieurs initiatives de programmation qui ont permis la mise en place des conditions propices à une formation plus efficace pour les États membres, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des centres d'enseignement dans les pays en développement, tel que demandé par le Conseil économique et social dans sa résolution 2011/11. Cette partie comprend également des informations mises à jour sur le rôle de l'Institut dans la promotion de la coordination du système en ce qui concerne des initiatives importantes des Nations Unies, telles que la plate-forme de services de formation « Unité d'action des Nations Unies » consacrée au changement climatique (CC:Learn) et sur le renforcement des synergies avec l'École des cadres du système des Nations Unies dans le cadre de la première édition de United Nations Summer Academy.

8. La partie IV traite de la situation financière de l'Institut, qui est marquée par un niveau soutenu des recettes en dépit du fait que d'importants engagements de financement ne se soient pas concrétisés, la fermeture du bureau de l'Institut à Brasilia, et malgré la faiblesse persistante des contributions volontaires au Fonds général, ainsi que leur caractère imprévisible.

9. La partie V résume les débats récents sur le projet de regroupement de plusieurs petites entités des Nations Unies consacrées à la recherche, la formation et aux services en matière de connaissance, et la nécessité de renforcer ces entités pour améliorer la prestation de services aux États membres. La partie VI contient une recommandation aux États membres afin de soutenir pleinement l'UNITAR.

## **II. Réalisations du plan stratégique 2010-2012**

### **A. Identification des besoins des bénéficiaires et moyens d'y répondre plus efficacement**

#### **1. Réponses aux priorités thématiques**

10. Jamais au cours de ses 50 ans d'existence, la programmation de l'UNITAR n'a été aussi diversifiée. De nouvelle formation et les activités liées à la formation en rapport avec les priorités thématiques émergentes et stratégiques sont développées régulièrement et à travers un plus large éventail de partenaires. Comme indiqué précédemment, l'UNITAR continue d'offrir une série de cours sur la réforme des Nations Unies, portant sur des sujets liés à l'adaptation institutionnelle, la réforme de la gestion, la cohérence du système, et les approches intégrées aux situations de conflit et post-conflit. Depuis que la série a été introduite en 2010, la sensibilisation aux initiatives de réforme des Nations Unies a considérablement augmenté dans les

cercles diplomatiques : quelque 400 diplomates basés à New York ont participé à neuf ateliers à ce jour.

11. Pour aider à la promotion de négociations intergouvernementales efficaces, l'Institut a intensifié la formation des délégués sur les compétences et les techniques en vue d'une participation efficace lors des conférences multilatérales, ainsi que sur les questions clés pour parvenir à un consensus (par exemple, le commerce des armes, la gestion des produits chimiques et des déchets, les droits de l'homme, le développement durable). En partenariat avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'UNITAR continue également à fournir un soutien spécialisé aux personnes assurant la présidence de réunions avant la session annuelle de la Conférence des Parties à la Convention.

12. L'Institut a également intensifié ses efforts liés à l'approfondissement de la compréhension des principaux résultats des conférences internationales, avec un accent particulier mis sur le commerce des armes, l'environnement, et le développement durable. En 2012, l'UNITAR a lancé deux nouveaux cours en ligne liés à l'environnement. En adaptant du matériel de formation mis au point conjointement par l'Institut, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et Orange House Partnership, l'UNITAR a dispensé une formation en ligne sur la classification et l'étiquetage des produits chimiques conforme au système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques. Une deuxième formation en ligne, sur l'économie verte, a été dispensée à deux reprises, en coopération avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), en faveur de 136 parties prenantes dans plus de 50 pays.

13. L'Institut est devenu le premier organisme des Nations Unies en matière de promotion de la sensibilisation et pour débattre des questions liées au domaine nouveau et en pleine expansion de la nanotechnologie et les nanomatériaux manufacturés. Dans le cadre des travaux de l'Institut sur l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et après une série d'ateliers régionaux en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Europe centrale et de l'Est, et en Amérique latine et les Caraïbes, l'UNITAR assiste un groupe de pays pilotes pour évaluer et élaborer des stratégies liées à la gestion de la nanotechnologie. Il lance également une formation en ligne pour répondre à l'intérêt mondial dans ce nouveau domaine d'innovation en rapide expansion.

14. Parallèlement à ses travaux de renforcement des capacités au niveau national, l'Institut continue de mettre l'accent sur la formation et les capacités de développement dans le domaine de la gouvernance locale, y compris les défis que l'augmentation de la tendance à l'urbanisation pose pour la durabilité environnementale et le développement économique. L'institut a constaté une demande croissante de formation sur le renforcement de la gestion des services de base par les autorités locales, par exemple dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de la gestion des déchets et du transport, à travers son réseau de 11 centres internationaux de formation des acteurs locaux (CIFAL) à travers le monde. Le réseau s'est étendu en 2012 avec la création de centres à Merida, au Mexique, et à Alger pour répondre au besoin accru de renforcement des capacités pour le développement local sous la forme de formation au niveau municipal pour la fourniture de services sociaux de base. Au cours de la période 2010-2011, le réseau a formé de plus de 14 000 bénéficiaires issus de la plupart des États Membres.

15. Comme partie intégrante de sa stratégie visant à étendre ses activités de renforcement des capacités au niveau local, l'UNITAR se concentre sur les pays en situation de post-conflit. Il a signé un accord de partenariat de trois ans avec le ministère des finances de l'Afghanistan pour fournir un enseignement universitaire à 20 hauts fonctionnaires qui supervisent directement le processus de décentralisation du pays. Mis en œuvre en étroite coopération avec l'Institut de hautes études internationales et du développement, l'initiative accordera aux lauréats un diplôme de master en politiques et pratiques du développement, à la suite d'un programme de cours de 12 mois alliant un enseignement face-à-face, à Abu Dhabi, Istanbul, Genève et Kaboul avec une formation en ligne dans le domaine de la gestion des finances publiques. Chaque cours comporte un volet d'étude sur le terrain, après quoi les participants seront tenus de rédiger une thèse sur un sujet visant à améliorer la capacité institutionnelle du gouvernement de l'Afghanistan à l'échelon infranational. Cette approche, qui forme des dirigeants faisant cruellement défaut sans éloigner les principaux responsables de leur travail pendant de longues périodes, est suivie avec beaucoup d'intérêt par d'autres pays en situation de post-conflit.

16. En tant que thème transversal, l'intégration du genre et, plus largement, la programmation liée au genre figure toujours en bonne place dans les programmes de l'Institut, en particulier dans les domaines de la paix, de la sécurité et de la diplomatie. S'appuyant sur un réseau existant d'activités de formation, y compris la formation en ligne aux sujets ayant trait au maintien de la paix (par exemple la protection contre le harcèlement sexuel, la violence et les atteintes sexuelles), l'UNITAR a intensifié ses activités pour y inclure une formation spécialisée à New York visant à renforcer la capacité des femmes à négocier des accords de paix et le développement d'une plate-forme de discussion en ligne sur les femmes dans la diplomatie, en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et autres partenaires. En 2013, l'Institut entreprend également une initiative à travers son bureau à Hiroshima, au Japon, en collaboration avec l'université de Calgary (Canada) en vue d'améliorer l'intégration du genre dans le programme de bourses pour l'Afghanistan.

## **2. Croissance des activités visant à promouvoir le partage des connaissances**

17. Les activités visant à promouvoir le partage des connaissances représentent une dimension importante de la vision stratégique orientée vers l'avenir de l'Institut. En 2012, environ un quart des bénéficiaires de l'UNITAR a assisté à des manifestations organisées par d'autres organisations auxquelles l'Institut a apporté des contributions sous la forme de partage des connaissances.

18. L'Institut a continué d'entretenir les contacts de haut niveau établis avec les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies qui, aux niveaux les plus élevés, sont responsables de la prévention et de la résolution des conflits, en participant aux préparatifs et à l'organisation du séminaire destiné aux représentants et envoyés spéciaux ou personnels du Secrétaire général. Créé en 2001 et organisé désormais en association avec l'École des cadres des Nations Unies, ce séminaire rassemble les fonctionnaires occupant les niveaux les plus élevés de la hiérarchie du Siège, ainsi que des chefs des missions de paix et les envoyés, pour échanger des connaissances et des données d'expérience en vue de promouvoir l'excellence dans l'exercice des activités dont ils ont la charge aux Nations Unies. Les dirigeants des institutions des Nations Unies, les hauts-commissaires des Nations Unies et les cadres supérieurs de

L'Union africaine, entre autres, participent à ces activités. Depuis 2007, l'UNITAR fournit son aide aux responsables de l'organisation des conférences des chefs de mission des Départements des affaires politiques, des opérations de maintien de la paix et de l'appui aux missions, conjointement avec le séminaire pour les représentants et envoyés spéciaux et personnels du Secrétaire général. Un CD-ROM de la publication UNITAR *Témoignages de Représentants spéciaux du Secrétaire général*, basé sur des entretiens avec des représentants, a également été mis à la disposition des fonctionnaires participants.

19. Afin de contribuer au partage de connaissances et d'expériences entre principaux artisans de la paix en Afrique, et dans le cadre de la collaboration de l'Institut avec le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à l'appui de la mise en œuvre de l'agenda pour la paix et la sécurité l'Union africaine, l'UNITAR a organisé une série d'échanges de haut niveau impliquant les principaux acteurs de l'architecture africaine de paix et de sécurité, ainsi que du personnel de l'Union africaine, des communautés économiques régionales et des États membres du conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Deux séminaires de haut niveau ont eu lieu sur l'opérationnalisation des approches préventives de l'architecture africaine de paix et de sécurité, ainsi qu'un troisième séminaire impliquant une majorité des membres du comité des anciens du Marché commun de l'Afrique orientale et australe pour faciliter le partage ultérieur des connaissances et de l'expérience dans ce domaine. Ces séminaires de haut niveau ont eu lieu en plus du programme annuel régional de formation de l'UNITAR à l'intention des cadres moyens et supérieurs pour améliorer la prévention des conflits et le rétablissement de la paix en Afrique, et se sont tenus à Addis-Abeba, en collaboration avec le PNUD.

20. L'Institut a continué de cibler des auditoires publics en se faisant connaître auprès de quelque 713 personnes qui ont assisté à la série de conférences de haut niveau organisées conjointement avec l'Office des Nations Unies à Genève et tenues dans cette même ville, ainsi que d'autres manifestations spéciales, dont un groupe de discussion de haut niveau portant sur le thème de la coopération Sud-Sud qui s'est réuni à l'occasion de la clôture de la cinquante-et-unième session du Conseil d'administration de l'UNITAR, qui s'est tenue à Brazzaville en partenariat avec le ministère de la recherche scientifique du Congo, et le symposium de Bergen qui a examiné les liens entre le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes, le développement et les droits de l'homme.

21. L'Institut a également présenté divers aspects de sa programmation lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, en juin 2012; à cette occasion l'UNITAR a organisé directement ou en partenariat avec d'autres organismes 13 activités différentes et a largement contribué de fond à 11 autres activités. L'UNITAR a touché lors de la Conférence plus de 11 000 personnes, dont environ 10 000 délégués qui ont visité l'exposition « My green dreams ». Les diverses manifestations ont abouti à une série de partenariats, y compris l'organisation d'un forum international sur la formation et le développement des compétences pour des emplois verts et résilients au climat grâce à une collaboration avec l'OIT, l'UNESCO, le PNUE, et autres en 2013.

### 3. Utilisation croissante des outils d'apprentissage faisant appel à la technologie

22. Les programmes d'apprentissage faisant appel à la technologie continuent d'occuper une place primordiale dans les activités de l'Institut. La proportion des programmes de l'UNITAR faisant appel à la formation en ligne comme mode d'enseignement a doublé, passant de 33 % à 66 % au cours du plan stratégique 2010-2012. Les cours sont maintenant proposés dans des domaines aussi variés que les produits chimiques et les déchets, le changement climatique, l'économie verte, le droit international, le développement local, la diplomatie multilatérale, le maintien de la paix, les finances publiques et le commerce, le transport urbain durable et les médias sociaux. De cette diversification il résulte une proportion de formation en ligne qui est passée de 25 % pour toutes les manifestations en 2010 à plus de 35 % en 2012 (et représente désormais 50 % des manifestations associées aux résultats d'apprentissage). L'augmentation du nombre de bénéficiaires de la formation en ligne est tout aussi impressionnante. Au cours de l'exercice écoulé, le nombre de participants à la formation en ligne a plus que doublé, passant de 2 080 en 2010 à 4 315 en 2011. Alors que l'Institut a enregistré une légère baisse du nombre de formations en ligne disponibles en 2012, les outils d'apprentissage faisant appel à la technologie atteignent aujourd'hui près de 5 000 bénéficiaires, avec les inscriptions reçues de participants de 175 pays.

23. Bien que le potentiel de la formation en ligne pour en améliorer l'accès aux bénéficiaires soit très important, certaines études indiquent que la combinaison de la formation en ligne et en face-à-face est la plus efficace en termes d'impact durable. Par conséquent, en plus de la poursuite de la croissance de l'offre de cours en ligne, l'Institut s'emploie à accroître le nombre de possibilités d'apprentissage mixte combinant l'enseignement en face-à-face et l'apprentissage faisant appel à la technologie, tels que le programme d'études du master en politiques et pratiques du développement pour les fonctionnaires afghans cité plus haut (voir paragraphe 15 ci-dessus) et la plate-forme d'apprentissage sur la mobilité humaine.

24. Puisque le monde devient plus dépendant des nouvelles technologies pour la transmission des connaissances, il est important que les Nations Unies offrent davantage de possibilités d'apprentissage en ligne et/ou mixtes. Bien davantage doit être fait par les Nations Unies pour mettre à jour les méthodes d'enseignement et intégrer la conceptualisation et la mise à disposition de développement des capacités à tous les niveaux de gouvernance.

25. Les partenariats avec plus de 30 entités, y compris un large éventail d'organisations du système des Nations Unies (par exemple, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'OIT, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le PNUD, le PNUE, la Commission économique pour l'Afrique et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)), les organisations non gouvernementales (par exemple l'Institut international pour le commerce et le développement, le projet de développement de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, Orange House Partnership, Centre du Sud), le monde universitaire (par exemple l'École polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse), Nigerian Institute of Advanced Legal Studies, Open University (Royaume-Uni), l'Université de Genève (Suisse), l'Université de Göteborg (Suède) et World Trade Institute), et le secteur privé (par



exemple Veolia Environnement) ont contribué à cette impressionnante croissance de la formation en ligne et, plus largement, de l'apprentissage faisant appel à la technologie.

## **B. Augmentation de la qualité et de la diversité des produits et services de formation**

### **1. Assurance de la qualité**

26. L'Institut a pris des mesures audacieuses pour renforcer la qualité de ses services. Suite à la création d'un comité d'assurance de la qualité en 2010, l'Institut a établi un cadre d'assurance de la qualité pour les activités en lien avec l'enseignement, en vue de valider la qualité des produits et services de formation, renforcer la qualité, et la mise à disposition d'une plateforme pour le partage d'expérience et des leçons tirées sur le contrôle de la qualité. Le cadre est composé de trois éléments interdépendants : 16 normes de qualité; un processus d'auto-évaluation par les apprentis gestionnaires du développement et autres membres du personnel; et un processus d'examen indépendant par des pairs chapeauté par le comité de l'assurance de la qualité. Pour soutenir l'application de ce cadre, un ensemble de directives a été développé qui décrit les normes et fournit des questions d'orientation afin de faciliter la compréhension des normes en utilisant des exemples concrets, des documents de référence, et des ressources en ligne telles que celles sur « Click4it » d'UNITAR et les wiki de formation.

27. En plus de fournir une référence pour l'assurance de la qualité, le cadre est aussi un outil qui facilite la certification de programmes externes d'amélioration de la qualité, tels que le processus de certification pour les programmes de formation en ligne et les institutions en matière de renforcement des capacités (ECBCheck) de la Fondation européenne pour la qualité de l'apprentissage en ligne. En 2012, l'UNITAR a obtenu la certification pour deux formations en ligne sur le maintien de la paix, ce qui vient s'ajouter aux deux cours déjà certifiés en 2010 et 2011. On pense que d'autres cours obtiendront la certification avant la fin 2013.

### **2. La formation des formateurs**

28. Outre les efforts déployés pour diversifier les modes de prestation de la formation, une tendance méritant d'être signalée est l'importance accrue que l'UNITAR accorde aux effets multiplicateurs tels que ceux qui résultent de la formation des formateurs et des moniteurs et que l'Institut s'emploie à exploiter depuis plusieurs années dans les domaines de la résolution des conflits (Nigéria), de la reconstruction au lendemain d'un conflit (Afghanistan) et de la diplomatie (Afrique du Sud). Vu les résultats tangibles obtenus, l'UNITAR a augmenté le nombre d'activités exploitant les effets multiplicateurs dans des domaines existants, parmi lesquels la formation d'agents dispensant une formation diplomatique en Algérie, République démocratique du Congo et à Sao Tomé-et-Principe, en y ajoutant les domaines de la gestion des produits chimiques, du changement climatique, du maintien de la paix, et la formation à l'imagerie satellite (voir paragraphes 55 et 56). En 2013, l'Institut prévoit d'étendre cet effet multiplicateur au domaine de la mobilité humaine.

29. Avec à peu près les mêmes objectifs que la formation des formateurs, l'Institut identifie souvent certains participants en qualité de spécialistes pour des activités ultérieures de formation de l'UNITAR. Par exemple, dans le cadre des travaux de

l'Institut dans le domaine du maintien de la paix et prévention des conflits lancé en 1993, deux anciens élèves sont devenus depuis des représentants spéciaux du Secrétaire général, et d'autres sont devenus représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général. Quatre diplômés (deux femmes et deux hommes) du programme de formation de l'UNITAR pour améliorer la prévention des conflits et les capacités de pacification des représentants des peuples autochtones ont été élus ou nommés comme membres experts de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, et le Pacifique et l'Asie. Deux autres anciens élèves indigènes (un ancien élève d'Afrique et une ancienne élève d'Asie) ont été nommés auprès du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones. Pendant la période considérée, un employé d'origine africaine de l'UNITAR qui est depuis représentant spécial du Secrétaire général a enseigné lors du programme de formation pour la région Afrique sur le rétablissement de la paix et la prévention des conflits, et trois anciens élèves autochtones (deux femmes et un homme) ont servi comme spécialistes pour la session de formation sur la prévention des conflits pour les représentants autochtones, partageant leurs connaissances et leur expérience en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, de négociation et d'autonomisation des femmes pour la paix et les processus de développement.

### **3. Objectifs de développement des capacités plus étendus**

30. Alors que bon nombre de résultats proviennent de la programmation en rapport avec l'apprentissage et, dans une moindre mesure, de la sensibilisation du public, des conférences, des allocutions et des manifestations parallèles, l'UNITAR est également engagé dans un certain nombre de projets de développement des capacités à long terme et à grande échelle avec des objectifs de développement plus étendus. Par exemple, il est partenaire de l'Agence de protection de l'environnement du Ghana pour renforcer sa capacité à exécuter un projet de 6 millions de dollars qui permettra de réduire considérablement les polychlorobiphényles (PCB) dans le cadre de ses obligations en vertu de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. L'Agence et l'Institut exécutent le projet avec l'appui du PNUD et le financement du Fonds pour l'environnement mondial. Le projet a jusqu'ici dressé un inventaire des PCB, mené une campagne nationale de sensibilisation, déposé un projet de loi pour le contrôle des PCB et élaboré un projet de plan de gestion des BPC. A l'issue du projet en 2014, le Ghana aura éliminé des tonnes de PCB et augmenté la capacité à améliorer une gestion sûre des quantités restantes.

31. De la même manière, l'UNITAR a agi en tant qu'organisme d'exécution international pour plus de 80 projets nationaux dans le cadre de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques. Cela a impliqué des projets sur plusieurs années et à plusieurs composantes pour aider les pays à renforcer les aspects institutionnels essentiels en vue d'une gestion rationnelle des produits chimiques, par exemple en procédant à des évaluations nationales et à l'identification des priorités, l'élaboration de mécanismes de coordination gouvernementaux durables et des politiques de participation des parties prenantes, et en développant et mettant en œuvre des plans d'action pour les priorités identifiées telles que l'étiquetage des produits chimiques ou le contrôle des émissions polluantes.

## **C. Renforcement de l'efficacité, de l'efficience et de l'application du principe de responsabilité dans la production de résultats**

32. L'Institut continue d'œuvrer en vue de renforcer son cadre de responsabilisation, d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources et d'augmenter la pertinence et l'efficacité de ses programmes, à la fois par la mise en œuvre d'une planification, une budgétisation et un suivi axés sur les résultats, et par l'utilisation efficace des systèmes de technologie de l'information pour la planification et la gestion des activités de formation.

### **1. Base de données centralisée sur la gestion des activités**

33. Comme indiqué dans mon précédent rapport de 2011, l'UNITAR a conçu un système de gestion d'événements pour fournir des informations en temps réel sur les dimensions clefs de ses activités. Conçu en tant qu'interface de gestion des relations entre les contenus et les bénéficiaires, il permet aux bénéficiaires éventuels de visionner et de localiser les renseignements sur les activités, de présenter une demande ou de s'inscrire et, le cas échéant, de payer en ligne. Il permet également au personnel de l'UNITAR de gérer les renseignements relatifs aux activités et aux bénéficiaires. Il simplifie considérablement les transactions et le déroulement des activités et améliore encore l'efficacité, l'efficience et l'exactitude de ses rapports.

### **2. Renforcement des capacités de gestion axée sur les résultats**

34. L'Institut a pleinement mis en œuvre un cadre de gestion axée sur les résultats, qui établit un lien entre le plan stratégique et le budget du programme biennal axé sur les résultats, d'une part, et le programme et le plan de travail individuels annuels, d'autre part, de même qu'entre l'évaluation annuelle du rendement du personnel et les plans de carrière. Depuis l'introduction de plans de travail annuels harmonisés en 2010, le format de planification et de budgétisation a été améliorée pour simplifier le suivi des réalisations escomptées et les produits, la présentation des réalisations et la planification des activités. L'évaluation du rendement du personnel a également été améliorée, avec une évaluation à entreprendre chaque année sur la réalisation des résultats et un ensemble de compétences. Les informations sont communiquées également sur le rendement du programme chaque année au regard d'une série préétablie d'indicateurs et de mesures budgétaires axés sur les résultats.

### **3. Amélioration du suivi et de l'évaluation**

35. En 2012, l'UNITAR a amélioré ses pratiques en matière de gestion axée sur les résultats, avec un nouveau cadre de politique suivi et d'évaluation. L'élaboration de ce cadre est une étape importante dans les efforts de l'Institut qui visent l'optimisation des ressources, l'efficacité et l'application du principe de responsabilité dans ses programmes et ses activités. Il comprend un certain nombre de principes directeurs, de normes et de critères reconnus à l'échelon international, et définit de nouveaux critères exigences d'évaluation. En remplaçant la politique de l'Institut qui avait été mise en place depuis 2008, le cadre déplace l'accent qui était mis sur le niveau d'activité pour le mettre sur les résultats. À de rares exceptions près, les projets et les activités liés aux résultats d'apprentissage, par exemple, sont nécessaires pour mesurer et évaluer systématiquement les connaissances et les compétences acquises, certaines entreprises sont tenues de procéder à des évaluations en vue d'évaluer l'application des connaissances et des compétences pour une

performance organisationnelle améliorée. Alors que la plupart des évaluations continuent d'être entreprises sur une base d'auto-évaluation, compte tenu de la nature et les caractéristiques de la programmation de l'Institut, la nouvelle politique inclut les modalités de l'évaluation indépendante devant être gérées par la Section du suivi et de l'évaluation.

36. L'Institut rend également compte régulièrement d'une série d'indicateurs clefs de résultats qui donnent un aperçu sur la performance de l'Organisation. Au nombre des principales mesures des résultats, il convient de citer les communications avec les bénéficiaires, notamment en ce qui concerne le respect des rapports hommes femmes et des normes de répartition géographique, le nombre et le niveau d'importance des activités, y compris les méthodes de prestation et les modalités applicables aux partenariats, le degré de satisfaction des clients, y compris les cotes d'évaluation globales attribuées à la pertinence et à l'intention d'utiliser les programmes, et l'exécution du budget.

37. L'Institut s'attache à évaluer systématiquement la réaction du public aux activités d'apprentissage. Il établit les rapports et contrôle de près ces réactions en utilisant le système de gestion des activités. En prenant comme base un échantillon de 225 activités (soit 87 % de celles qui ont eu lieu en 2012), une moyenne de 81 % des bénéficiaires qui ont répondu ont indiqué qu'ils étaient d'accord ou fortement d'accord pour dire que les renseignements présentés dans le cadre de leur activité étaient nouveaux pour eux, que le contenu était pertinent pour eux dans le cadre de leur travail, et qu'ils utiliseraient probablement les renseignements acquis. Les bénéficiaires qui ont répondu ont évalué l'utilité des activités en général, 95 % de ces bénéficiaires ont indiqué qu'ils étaient d'accord ou fortement d'accord pour dire que les activités auxquelles ils ont participé en 2012 étaient globalement utiles.

38. La connaissance qu'ont les fonctionnaires des outils d'évaluation, que ces méthodes et ces approches ont renforcé, avec les possibilités d'apprentissage en interne, à la fois formelles et informelles, disponibles. Néanmoins, l'application des compétences et des connaissances sous forme d'auto-évaluations sérieuses de l'apprentissage et d'autres résultats escomptés reste difficile étant donné les contraintes de temps et de financement, ainsi que d'autres considérations liées aux ressources.

#### **D. Augmentation de l'autonomie**

39. Pour augmenter la sécurité financière de l'UNITAR, la direction s'efforce de perfectionner son utilisation des systèmes des technologies de l'information, notamment en mettant au point un système de paiement et d'enregistrement intégré dans le système de gestion des activités à l'aide duquel les bénéficiaires peuvent voir l'annonces des activités imminentes, s'inscrire à ces activités, présenter des demandes et procéder à des paiements en ligne par carte de crédit ou par virement bancaire. Mettre en place l'infrastructure des technologies de l'information constituait une entreprise majeure et nécessitait une coordination étroite entre les divisions et sections de l'Institut. Son succès est indéniablement l'une des principales réalisations et, à la connaissance de l'Institut, constitue le premier mécanisme dans le système des Nations Unies. Principalement en raison de la mise en place du paiement en ligne, l'UNITAR a été en mesure de diversifier le financement et mobiliser des revenus auto-générés, ce qui représente une composante importante de l'orientation

stratégique 2010-2012 de l'Institut. Pendant cette période, l'Institut a mobilisé quelque 5,4 millions de dollars sous forme de revenus auto-générés, basé en grande partie sur les cours de formation payants, dont la majorité ont été remis en ligne.

40. Le succès d'une possibilité efficace de paiement en ligne et la mobilisation de revenus auto-générés ont supposé des défis par rapport au traitement du nombre croissant de transactions financières d'un petit montant, ce qui engage des frais de fonctionnement qui réduisent les revenus reversés à l'Institut. L'Office des Nations Unies à Genève et l'UNITAR travaillent en étroite collaboration afin de réduire les frais de fonctionnement encourus et de déléguer une autorité financière croissante à l'UNITAR.

41. Le Fonds de dotation, créé en tant qu'instrument pour permettre à l'UNITAR de couvrir ses coûts tout en réduisant ou abrogeant les droits d'inscription aux cours pour les bénéficiaires admissibles des pays les moins avancés et autres pays en développement, n'a pas connu le succès. En 2011, les contributions des États membres s'élevaient à seulement 80 000 dollars, pour un objectif de 1 million de dollars. Le Conseil d'administration de l'Institut a fait part de sa préoccupation par rapport à ces questions lors de sa cinquante-et-unième session et travaille avec la direction afin de développer des stratégies de collecte de fonds plus importantes, ce qui est une priorité pour 2013, y compris, par exemple, les façons dont les États Membres, les organisations internationales et régionales, et autres partenaires peuvent contribuer au financement des cours payants spécifiques en vue d'augmenter le nombre de bourses octroyées dans le futur.

### **III. Mise en place de conditions propres à la prestation de service de formation et de recherche plus efficaces dans le système des Nations Unies**

42. Dans sa résolution 2011/11, le Conseil économique et social, tout en reconnaissant les gains en efficacité réalisés par l'Institut grâce à une augmentation de l'offre de cours de formation en ligne et l'accent mis sur les effets multiplicateurs, a appelé l'Institut à poursuivre ses efforts visant à renforcer les capacités des centres d'apprentissage dans les pays en développement avec des méthodologies innovantes et à contribuer à une meilleure coordination des instituts de recherche et de formation des Nations Unies.

#### **A. Augmentation de l'efficacité grâce à l'intensification des activités d'apprentissage en ligne et de formation des formateurs**

43. Plus de la moitié des bénéficiaires de ses activités de formation effectuant leur apprentissage en ligne, l'UNITAR démontre sa volonté de réaliser des gains importants sur le plan de l'efficacité avec une souplesse accrue et un élargissement de la portée de ses activités de communication, une réduction du bilan carbone et la possibilité de réutiliser les modèles et le contenu des cours en les proposant à des auditoires multiples. D'autres gains sont réalisés en matière d'efficacité en exploitant les effets multiplicateurs du renforcement des capacités, par exemple dans le cadre de la formation des formateurs.

## **1. Financement public et échanges commerciaux**

44. Parmi les 4 897 participants aux cours en ligne de l'Institut en 2012, 50 % ont bénéficié de cours en rapport avec les finances publiques, le commerce, et la propriété intellectuelle, qui ont été en grande partie dispensés en partenariat avec les organisations internationales et régionales, et des institutions universitaires. Ciblent principalement les délégués et fonctionnaires gouvernementaux des pays les moins avancés et autres pays en développement, la programmation en ligne de l'Institut en termes de finance publique emploie des méthodologies de technologie avancée et des pratiques communautaires. En conséquence, l'UNITAR a réduit les coûts de participation tout en augmentant la flexibilité dans la planification, le réseautage, et l'accès à des experts internationaux et autres praticiens mondiaux, fournissant ainsi une alternative intéressante à la formation en face-à-face.

## **2. Environnement**

45. Dans le vaste domaine de la formation liée à l'environnement et du renforcement des capacités, l'UNITAR a profité de l'effet multiplicateur en ce qui concerne le nombre de personnes formées au système des Nations Unies pour la classification et l'étiquetage des produits chimiques en Asie du Sud-Est. Après une formation initiale des formateurs assurée par l'UNITAR en 2011, 2800 autres personnes ont été formées en Chine, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, et en Thaïlande en 2012, élargissant ainsi la portée de l'impact de la formation initiale. L'Institut a également établi un partenariat avec le PNUD, le PNUE, l'Ecole des cadres du système des Nations Unies et d'autres entités pour l'organisation d'une série d'ateliers régionaux du Groupe des Nations Unies pour le développement sur le développement durable, le changement climatique, et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Prenant place en Afrique, en Asie, et en Amérique latine et Caraïbes, les ateliers contenaient un effet multiplicateur intégré, avec des participants partageant connaissances et compétences avec leurs équipes de pays des Nations Unies correspondantes.

46. En 2013, l'Institut développe avec le PNUE un stage de formation pour les formateurs en vue de renforcer les capacités des États membres à produire des inventaires nationaux sur le mercure dans le cadre de la Convention de Minamata, qui sera ouverte à la signature plus tard cette année.

## **3. Diplomatie**

47. En partenariat avec les académies diplomatiques de différents ministères des affaires étrangères, l'UNITAR a fourni des activités liées à la formation des formateurs, dont l'objectif est de renforcer les capacités des hauts fonctionnaires pour assurer la formation et le partage des connaissances au niveau national. Ces activités ont formé les stagiaires à l'appréciation de styles d'apprentissage et aux techniques de communication, et leur ont apporté une connaissance approfondie dans divers domaines, tels que la diplomatie, la négociation et le changement climatique. Les activités ont été apportées en partenariat avec l'institut de la diplomatie et des relations internationales du Ministère des affaires étrangères de l'Algérie et le Département des relations internationales et de la coopération de l'Afrique du Sud. Les ateliers assurant la formation de formateurs ont également été proposés en partenariat avec le PNUD pour renforcer et augmenter le nombre de

spécialistes des Nations Unies en mesure de livrer efficacement la formation sur demande.

#### **4. Maintien de la paix**

48. Dans le domaine de la formation au maintien de la paix, de la stratégie à long terme de l'Institut consiste à renforcer les capacités de formation endogènes à travers des institutions de formation au maintien de la paix aux niveaux régional, sous-régional et national, en vue d'accroître la communication avec les bénéficiaires, et renforcer leur appropriation de la conception de la formation, de son exécution et de son suivi. L'approche combine un certain nombre de cours de formation pilotes, présentés juste après la formation de formateurs, et fournit l'occasion aux formateurs locaux nouvellement formés d'appliquer compétences et techniques de formation sous étroite surveillance et avec le soutien d'experts internationaux. Depuis 2011, l'UNITAR a mis l'accent sur le maintien de centres d'apprentissage au Libéria (Centre international Angie Brooks), au Nigeria (Centre de maintien de la paix de l'Armée nigériane), au Rwanda (Rwanda Peace Academy) et au Zimbabwe (South African Development Community Regional Peacekeeping Training Centre). Suite à cet engagement, l'Institut a plus que doublé le nombre de participants en moins de 18 mois au cours de la période 2011-2012. En 2013, l'Institut publie un manuel de formation des formateurs dans le but de fournir une référence pour le développement des capacités dans ce domaine.

#### **5. Reconstruction post-conflit en Afghanistan**

49. L'Institut a contribué à la reconstruction post-conflit de l'Afghanistan en développant le leadership, des compétences managériales et professionnelles de la fonction publique afghane et autres parties prenantes, et en créant les conditions nécessaires pour soutenir une communauté croissante de mentors, de formateurs et de stagiaires pour répondre aux besoins organisationnels. Depuis que le programme a été lancé en 2003, l'UNITAR a complété neuf cycles de boursiers, avec plus de 400 fonctionnaires afghans, des universitaires et des praticiens s'engageant à respecter leur apprentissage personnel et les objectifs de développement, et 75 stagiaires et 20 formateurs voués à devenir les formateurs et spécialistes afghans, respectivement. Suite à cette initiative, près de 100 projets à l'échelle nationale ont été entrepris, dont les trois quarts sont mis en œuvre dans les organisations respectives des boursiers.

### **B. « Unis dans l'action » : réalisations accomplies grâce à une collaboration interinstitutions**

#### **1. Changement climatique**

50. Depuis son lancement en 2009, la plate-forme de services de formation « Unité d'action des Nations Unies » consacrée au changement climatique (CC:Learn) n'a cessé de croître et d'intensifier la portée de ses activités, dernièrement avec le soutien du gouvernement suisse. L'initiative CC:Learn contribue à la mise en œuvre de l'article 6 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, sur l'éducation, la formation et la sensibilisation du public. L'initiative regroupe actuellement 33 partenaires provenant d'organismes multilatéraux, opérant à la fois au niveau mondial pour promouvoir l'information et le partage des

connaissances sur l'apprentissage des changements climatiques, et au niveau national à travers le développement de stratégies d'apprentissage sur le changement climatique. Au niveau mondial, l'initiative CC:Learn contribue à des manifestations clés telles les sessions de la Conférence des Parties à la Convention et la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, exploite une plateforme de partage des connaissances ([www.uncclearn.org](http://www.uncclearn.org)) avec un bibliothèque consultable sur les ressources d'apprentissage sur le changement climatique, et développe des ressources d'apprentissage de base et de perfectionnement, qui seront rendues accessibles via une plate-forme basée sur le Web. Travailler au niveau national engage les gouvernements à travers les équipes de pays des Nations Unies, assurant ainsi une approche « Unité d'action des Nations Unies » de l'apprentissage. En s'appuyant sur les politiques existantes en matière de changements climatiques et les institutions, les autorités nationales et les individus acquièrent les compétences dont ils ont besoin pour faire face à un avenir climatique de plus en plus incertain, tout en tirant parti des nouvelles possibilités offertes grâce à de faibles émissions et à l'économie verte. L'initiative CC:Learn est active au Bénin, en République dominicaine, en Indonésie, au Malawi, et en Ouganda, mais il existe une demande de plus de 20 autres pays. L'initiative s'inscrit dans le cadre du Comité interinstitutions pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable et l'Initiative des Nations Unies pour un cadre commun concernant les enfants, les jeunes et les changements climatiques. Un groupe directeur composé d'organisations partenaires fournit des conseils pour les activités de CC:Learn. L'Institut sert de secrétariat à l'initiative.

## **2. Gestion des produits chimiques et des déchets**

51. Dans le domaine de la gestion des produits chimiques et des déchets, l'UNITAR participe au Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des substances chimiques, créé en 1995 pour renforcer la coopération et augmenter la coordination dans le domaine de la sécurité chimique. Le programme rassemble neuf organisations intergouvernementales qui sont activement impliquées dans la sécurité chimique (FAO, OIT, PNUD, PNUE, UNITAR, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation mondiale de la santé, Banque mondiale, et Organisation de coopération et de développement économiques) et qui mettent en œuvre un grand nombre d'activités au niveau des pays pour améliorer la gestion des produits chimiques. Dans pratiquement toutes ses activités liées à la gestion des produits chimiques et des déchets, l'Institut collabore activement avec au moins un autre organisme participant au programme, par exemple avec l'OIT en ce qui concerne un étiquetage mondial des produits chimiques, le PNUE pour les projets liés au mercure, et le PNUD et l'ONUDI pour des projets liés à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.

## **3. Migrations**

52. Comme dans d'autres domaines thématiques, l'UNITAR a mis l'accent sur où il peut ajouter de la valeur en apportant un apprentissage plus efficace à sa stratégie globale de développement des capacités. Dans le domaine de la mobilité humaine (migration), cette approche se traduit de plusieurs manières. D'abord, avec la série de séminaires sur la migration et le développement, l'UNITAR poursuit son soutien aux délégués des pays en développement, en particulier en ce qui concerne leur accès à l'information et la connaissance dans ce domaine. Actuellement, l'UNITAR s'emploie à faire en sorte que, dans le cadre du Forum intergouvernemental mondial



sur la migration et le développement, un meilleur soutien soit fourni au réseau des coordonnateurs du Forum issus des régions en développement en ce qui concerne l'actualisation des recommandations du Forum. Il travaille également à la mise en place d'un réseau d'apprentissage sur la migration et le développement dans le contexte post-2015 pour les centres de formation nationaux et régionaux dans les régions en développement, en vue d'institutionnaliser des programmes d'apprentissage et de renforcer le système de coordonnateurs du Forum.

53. Ensuite, en maintenant l'accent sur une approche plus intégrée, l'UNITAR maintenant codirige le groupe de travail sur le développement des capacités du Groupe mondial sur la migration créé en 2013. S'appuyant sur les travaux d'évaluation décrits pour la première fois dans son précédent rapport, la tâche du groupe de travail consiste à : a) centraliser toutes les activités relatives au renforcement des capacités, la collecte et la diffusion d'information sur les activités actuelles du Groupe mondial sur la migration liées au développement des capacités au sein du Groupe et vis-à-vis du grand public; b) promouvoir les bonnes pratiques dans le domaine d'un apprentissage efficace et de la gestion des connaissances, y compris l'évaluation des besoins, et leur application aux activités de renforcement des capacités menées dans le cadre du plan de travail pluriannuel du Groupe et, le cas échéant, relatives à l'actualisation des recommandations du Forum mondial sur la migration et le développement; c) fournir conjointement des produits de développement des capacités du Groupe mondial sur la migration, en coopérant avec les travaux du plus grand Groupe et en s'appuyant sur les priorités identifiées au sein du processus du Forum mondial sur la migration et le développement; et d) constituer et entretenir un réseau de partenaires institutionnels, y compris des centres nationaux et régionaux de formation dans le domaine de la migration et du développement dans le contexte de l'après-2015.

54. Finalement, en capitalisant sur son expérience dans le domaine du développement local, l'UNITAR a entrepris une formation liée à la migration à travers son réseau de centres internationaux de formation pour les acteurs locaux. En 2012, il a également lancé la Plateforme d'apprentissage de l'UNITAR sur la mobilité humaine, la première plate-forme mondiale dédiée aux collectivités locales et régionales dans ce domaine. Grâce à un prestigieux programme mixte d'apprentissage en ligne et face à face développé avec d'éminents experts dans ce domaine, en 2013, la plate-forme d'apprentissage se penche sur les thèmes de la perception des migrants par le public et le rôle des médias, l'exploitation du travail des migrants et l'entrepreneuriat au sein des communautés de migrants. D'ici 2015, la plate-forme d'apprentissage livrera le développement des capacités à des centaines de fonctionnaires des administrations locales et régionales, développera une communauté de pratique et de soutien en ligne, construira une base de connaissances accessible à un plus large public pendant les cours et en ligne, et partagera des points de vue précieux avec différents niveaux de gouvernance, y compris, mais non seulement, sur les forums intergouvernementaux tels que le Forum mondial sur la migration et le développement. En outre, il s'appuiera sur les réseaux régionaux et internationaux pertinents, y compris Cities of Migration, Eurocities, l'initiative conjointe Commission européenne-Nations Unies pour le développement et la migration, et le projet international Métropolis. La plate-forme d'apprentissage est basée à Anvers, en Belgique.

#### 4. Images et analyses satellitaires

55. L'Institut a continué d'étendre son Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNOSAT), par rapport à ses fonctions et ses résultats, confirmant ainsi son approche à haute technologie sur la recherche appliquée pour développer des solutions pratiques adaptées aux besoins du système des Nations Unies et de la communauté internationale en général. Les données fournies par UNOSAT sont réparties en services et développement des capacités. Sous services, une gamme complète d'analyse cartographique et satellitaire est offerte à toutes les entités des Nations Unies et États membres dans les domaines de l'intervention d'urgence et de l'aide humanitaire, la sécurité humaine et la surveillance et la planification territoriale et la détection des changements environnementaux. Dans le domaine du renforcement des capacités, l'UNITAR offre une gamme de programmes de formation spécialisés à Genève et dans le pays dans les domaines de la planification stratégique territoriale et de la gestion des catastrophes, la cartographie rapide et l'analyse des satellites de pointe. De nouveaux programmes sous-régionaux pluriannuels ont été lancés par l'UNITAR en Afrique de l'Est, en collaboration avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement et en Asie du Sud-Est, en partenariat avec la CESAP et avec la collaboration du Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes.

56. L'Institut a aidé à répondre à un total de 63 crises humanitaires à travers le service de cartographie rapide à des fins humanitaires, actif depuis 2003 avec le soutien de divers pays donateurs, dont la Norvège, la Suède, la Suisse et les États-Unis. En 2012, la demande en assistance géospatiale de l'UNOSAT par les organismes des Nations Unies dans le domaine a augmenté de 25 %, ce qui démontre l'importance de l'analyse satellitaire dans le cycle de gestion de crise et le rôle central de l'UNOSAT en tant que centre d'excellence des Nations Unies pour l'analyse satellitaire, en collaboration avec d'autres fournisseurs d'informations importantes, telles que le Département de l'appui aux missions et le centre d'opération et de contrôle des Nations Unies. La majorité des demandes dans le domaine de l'aide humanitaire est issue du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du HCR et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme est régulièrement assisté par l'UNOSAT dans le domaine des commissions d'enquête indépendantes. Les experts de l'UNOSAT ont assisté quatre commissions d'enquête indépendantes du HCDH pour la Libye et la Syrie.

#### 5. Université d'été des Nations Unies

57. En collaboration avec l'École des cadres du système des Nations Unies et le Centre international de formation de l'OIT, l'Institut a organisé la première édition de l'université d'été des Nations Unies en août 2012. L'université est un programme éducatif unique de direction dans lequel quelque 40 fonctionnaires des Nations Unies et autres praticiens du développement et universitaires se sont engagés dans l'apprentissage, le partage des connaissances et le débat sur un certain nombre de thèmes importants inclus dans le Programme d'action quinquennal du Secrétaire général et les résultats du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Le programme de l'université inclut un débat et une interaction intenses et réfléchis sur des thèmes comme le développement durable, le changement climatique, la gouvernance mondiale, la pauvreté, les questions sociales et de genre, la migration, les partenariats pour le développement et le rôle du secteur privé, les inégalités à l'intérieur des nations et entre elles, l'innovation et les nouvelles technologies pour le développement.

### IV. Situation financière de l'Institut

58. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, le résultat total était de 21,3 millions de dollars, pour 20,9 millions en 2010. Si le taux de 2 % de croissance est encourageant dans un contexte économique très difficile, cela masque des tendances très distinctes. Les fonds du projet affectés ont considérablement augmenté dans certains domaines, mais d'autres ont connu des difficultés considérables pour attirer des financements. En outre, le Fonds général sans affectation n'a pas réussi à attirer de fonds et n'a compté en moyenne que 350 000 dollars en contributions chaque année depuis 2010. Ce mode de financement présente des défis majeurs et financiers et de gestion à l'Institut, et signifie qu'il n'y a pas de place pour explorer les opportunités ad hoc en matière de renforcement des capacités afin d'aider les États membres.

59. Lors de sa cinquante-troisième session, le Conseil d'administration de l'Institut a approuvé la proposition de révision du budget pour l'exercice biennal 2012-2013 de 42,6 millions de dollars, par rapport à un budget initial de 44,8 millions de dollars, une légère diminution de 2,2 millions soit 4,9 %, afin de refléter les recettes réelles. Le ralentissement de l'impressionnante croissance des recettes de l'Institut pour la période 2008-2010 est attribuable à la baisse continue de l'activité économique résultant de la crise financière mondiale.

60. Pour la troisième période biennale consécutive (2010-2011), les états financiers de l'Institut lui ont valu de recevoir une opinion d'audit sans réserve de la part du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU. Toutes les recommandations antérieures ont été mises en œuvre.

## **V. Perspectives : opportunités pour une meilleure prestation de services aux États membres**

61. Au cours de 2012, les premières discussions ont eu lieu entre le Secrétaire général et le Conseil d'administration de l'Institut afin d'explorer les implications du projet de regroupement de plusieurs petites entités Nations Unies consacrées à la recherche, aux services de formation et de connaissances, y compris l'UNITAR, les transformant en un outil clef de la connaissance des Nations Unies au fil du temps. En réunissant le travail de ces entités sous la direction renforcée et liée de manière plus stratégique et en partageant des services de soutien, les Nations Unies devraient être en mesure d'améliorer encore l'aide aux États membres pour générer des idées nouvelles, partager des connaissances et renforcer des capacités et relever les défis du vingt-et-unième siècle.

62. Au cours de ces discussions, toutes les parties ont précisé que les importants mandats de l'UNITAR (et les autres entités) devaient être non seulement préservés, mais aussi renforcés. Le conseil d'administration de l'Institut a exprimé son intérêt pour cette idée exposée lors de la cinquante-deuxième session du Conseil d'administration, et a déclaré qu'il attendait avec impatience d'en savoir davantage sur la proposition dès que possible. Les consultations avec les organes directeurs des entités se poursuivent, et une proposition sera présentée aux États membres pour discussion.

## **VI. Recommandation**

63. Il est recommandé que les États Membres soutiennent sans réserve l'UNITAR, y compris les nécessaires fonds non affectés au Fonds général qui permettront à l'UNITAR de pourvoir à ses besoins essentiels.

---